



FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Sommaire

Nathalie Arthaud s'adresse à vous **3**

Nos positions **17**

Qu'est-ce que le camp des travailleurs ?	17
Derrière le personnel politique, qui sont les vrais maîtres de la société ?	18
Non au chantage à la compétitivité !	19
La dette de l'État, source d'enrichissement de la classe capitaliste	20
Le protectionnisme ne protège que les intérêts des patrons	20
Quitter l'Union européenne et retrouver de la souveraineté ? Une diversion et un mensonge !	22
Contre le gangstérisme de la finance, exproprier les banques	23
Construire un État des travailleurs et des classes populaires	23
Lutter contre l'oppression des femmes	25
Migrants : pour la liberté d'installation et de circulation !	26
Le terrorisme, fruit pourri de l'ordre capitaliste mondial	27
Le capitalisme, la véritable menace contre l'environnement et la planète	29
Nos perspectives communistes	31



Travailleuses, travailleurs,

La longue période électorale que nous venons de vivre a été un véritable jeu de massacre pour des politiciens bourgeois détestés des travailleurs. Les partis de droite et de gauche qui se relayaient au pouvoir depuis des décennies pour mener la même politique au service des riches en sont sortis laminés.

Mais, pour reprendre une formule célèbre, « tout a changé pour que rien ne change ». Les nouveaux locataires de l'Élysée et de Matignon sont toujours au service du même maître, le grand patronat et les financiers, c'est-à-dire la grande bourgeoisie.

Macron, sorti tout chaud du moule des sommets de la société bourgeoise

Les visages ont changé. Les ministres sont presque tous d'illustres inconnus, à commencer par le Premier ministre lui-même. Les trois quarts des députés de l'Assemblée sont des nouveaux venus. Le changement de façade est spectaculaire. Mais ce n'est qu'un ravalement. Si aujourd'hui Macron semble régner sans partage et son nouveau parti être hégémonique, il n'est pas dit que cela dure. Ce qui a usé les vieux partis de l'alternance gauche-droite usera encore plus vite le macronisme.

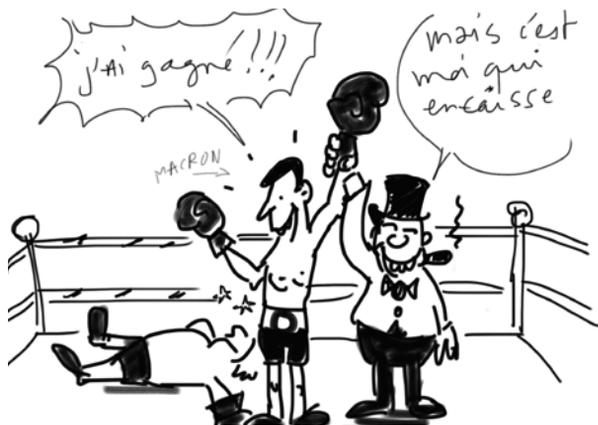
Macron a réussi son coup en jouant les « ni de gauche ni de droite » et en faisant croire qu'il n'était pas de ces vieux partis qui avaient gouverné. La plupart des politiciens commencent leur carrière comme conseiller municipal à l'ombre d'un mentor politique et grimpent petit à petit dans l'appareil d'un parti en cirant des bottes par-ci et en plantant des couteaux dans le dos par-là. Macron, lui, s'est directement fait adouber par les sommets de l'État et par la bourgeoisie. Il a fait ses preuves en qualité de haut fonctionnaire, de grand serviteur de la banque Rothschild, puis de chef de cabinet à l'Élysée et a donné pleine satisfaction. Macron

n'était peut-être pas connu du grand public, mais il l'était de la bourgeoisie, à commencer par les patrons des médias qui l'ont soutenu et continuent de le faire aujourd'hui.

Pendant sa campagne, Macron a annoncé la couleur : il ne fera pas de cadeau aux ouvriers. Il ne se laissera pas lier les mains par des promesses en l'air. Et il n'en a pas fait.

Quand les ouvriers de Whirlpool près d'Amiens l'ont interpellé sur la fermeture programmée de leur usine, il leur a répondu, entouré d'une nuée de caméras : « *Je ne suis pas venu vous faire de la démagogie.* » Puis, à peine élu, il s'est retrouvé face aux salariés de GM&S de La Souterraine dans la Creuse qui se battent pour la sauvegarde de leur usine et qui lui demandaient d'intervenir auprès de Renault et PSA – dont l'État est actionnaire – pour qu'ils garantissent leurs commandes à leur usine. À eux, il a dit : « *Je ne suis pas le Père Noël.* » Autrement dit : « Non ! Vous pouvez mourir. » Et il les laisse mourir.

Ces leçons valent pour tous les travailleurs : ils n'ont rien à attendre de ce gouvernement et le trouveront contre eux à chaque fois qu'ils se battront pour défendre leurs intérêts.



Le nouveau gouvernement a déclaré la guerre au monde du travail

Que la première grande réforme du quinquennat soit celle du marché du travail le montre : Macron veut être un président de combat contre les travailleurs. Il veut prouver à la bourgeoisie qu'il ne tergiversera pas pour s'en prendre aux droits des travailleurs. Et de fait il frappe vite et fort.

Il n'a fallu que deux mois pour que le gouvernement présente à l'Assemblée nationale la loi d'habilitation donnant les grandes lignes des



REUTERS

Macron avec Gattaz, le président du Medef.

ordonnances qui démolissent une législation du travail de plus d'un siècle.

Avec cette réforme, exit la loi qui encadrait les contrats de travail, les modalités de licenciement ou l'organisation du temps de travail et des congés, qui valait pour tous les salariés, ceux des petites comme des grandes entreprises ! Désormais le patronat aménagera tout cela à sa sauce au travers d'accords d'entreprise et de conventions collectives de branche. Dans chaque entreprise, c'est le patron qui fera la loi au sens propre du terme ! Les licenciements économiques seront facilités, y compris pour les multinationales richissimes. Les indemnités prud'homales d'un travailleur licencié abusivement seront plafonnées. Selon les secteurs, le CDI pourra devenir un contrat à durée déterminée, à l'instar des contrats de chantier dans le bâtiment, signés pour le temps d'une mission.

Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, estime, comme le patronat, que le Code du travail « *n'est fait que pour embêter 95 % des entreprises* ». Alors, pour venir en aide aux malheureux patrons, elle veut supprimer tout ce qui les gêne encore un peu dans la législation du travail.

En ex-DRH expérimentée de Danone, la ministre reçoit semaine après semaine les dirigeants des confédérations syndicales. Il ne s'agit plus que de mettre les virgules et les points aux ordonnances finales, mais le gouvernement pourra dire qu'il y a eu concertation avec les syndicats.

Et tous les dirigeants syndicaux jouent le jeu. C'est sans surprise pour

la CFDT qui est toujours partante pour négocier, quand bien même il s'agit de négocier la couleur de nos nouvelles chaînes. Mais le revirement de FO et de son leader actuel Jean-Claude Mailly est radical. Les mêmes mesures qu'il dénonçait lors de la loi El Khomri sont désormais à regarder de plus près et, comme par enchantement, avec ce nouveau président, tout serait négociable. Quant à Philippe Martinez, dirigeant de la CGT, il a un pied dans les négociations et un pied dehors, un jour bavardant avec le gouvernement, le lendemain appelant les travailleurs à une journée de mobilisation.

Le gouvernement a déclaré la guerre aux travailleurs, mais aucun des dirigeants des confédérations syndicales n'explique en quoi et surtout comment les travailleurs devront résister.

L'Assemblée nationale est dans les mains du gouvernement et ce n'est pas les quelques votes contraires des députés de l'opposition qui empêcheront quoi que ce soit. Le 20 septembre, le gouvernement compte bien publier ses ordonnances. L'opposition ne peut venir que du monde du travail lui-même.

Il est nécessaire que les travailleurs se préparent à l'affrontement contre les attaques que le gouvernement ne cache pas et qui ne se limiteront pas à la casse du Code du travail puisqu'il a aussi promis de s'en prendre aux retraites, aux allocations chômage et aux postes dans la Fonction publique. Pour s'opposer à cette politique antiouvrière, nous devons nous préparer à l'épreuve de force.

De même que le gouvernement a son plan, il nous faudrait, à nous aussi, un plan de mobilisation avec des objectifs clairs et connus de tous les travailleurs. Et il n'y a pas d'autre conclusion à tirer : nous devons nous battre avec nos armes de travailleurs, les grèves et les manifestations. Rien ne peut garantir que des combats soient victorieux, mais il n'y a pire défaite que les combats non menés. La CGT a appelé à une journée de mobilisation le mardi 12 septembre, eh bien il faut préparer et réussir cette journée pour qu'elle soit le point de départ d'un véritable bras de fer contre cette nouvelle loi, mais aussi contre tous les autres objectifs que le gouvernement a annoncés : la suppression de 120 000 postes dans la Fonction publique, l'augmentation de la CSG, de nouvelles attaques contre les retraites, la baisse des allocations chômage !



Manifestation nationale à Paris contre la loi El Khomri - 14 juin 2016.

Les travailleurs ont à mener un combat politique

Derrière l'offensive contre les conventions collectives et la législation du travail, contre des droits qui protègent encore un tant soit peu les travailleurs, il y a aussi la volonté de faire disparaître toute référence à ce qui est collectif pour le monde du travail. Car la législation du travail est en elle-même le résultat des combats passés de la classe ouvrière.

Les 8 heures ? C'est le fruit de toutes les luttes ouvrières d'avant et juste après la Première Guerre mondiale et même une répercussion de la révolution ouvrière russe de 1917. La semaine de 40 heures ? C'est une des conséquences de la grande grève générale de juin 1936 où l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays occupait les usines. La volonté de supprimer ces références collectives correspond à la volonté de nier les intérêts communs à tous les salariés. C'est la volonté de détruire tout ce qui reste de la conscience de classe dans le monde du travail.

Par cette réforme, le gouvernement veut découper, fragmenter et individualiser encore plus le monde du travail. Il veut faire de chacun de nous un cas particulier, avec des droits particuliers. Il veut que les travailleurs raisonnent comme si chacun était « à son compte ». Et on nous donne des « comptes » pour ça : un compte pénibilité, un compte pour la



Grève et occupation d'un chantier en juin 1936.

retraite, un compte formation, un compte horaire dans de nombreuses entreprises pour individuellement compter les heures supplémentaires qu'on devra gratuitement au patron...

Macron et ses semblables répètent que les classes sociales n'existent pas, que la lutte de classe est dépassée, que l'entreprise ce sont des collaborateurs qui dialoguent. La mauvaise plaisanterie ! Eux mènent la lutte de classe très consciemment. En tant que représentant politique des intérêts de la classe capitaliste, Macron veut justement s'attaquer directement à notre conscience de faire partie de notre classe, celle des travailleurs, des exploités, avec des intérêts collectifs qui s'opposent aux intérêts des exploités.

Ceux qui ont voté Lutte ouvrière

À l'élection présidentielle et aux élections législatives, mes camarades de Lutte ouvrière et moi, nous nous sommes présentés pour faire entendre le camp des travailleurs. Lors de nos meetings, dans les médias, nous avons cherché avant toute chose à parler au nom des intérêts de ceux qui

font tout tourner dans cette société. Nous avons dénoncé la guerre que nous mènent la classe capitaliste et les gouvernements à son service, une guerre qui est la source de l'enrichissement de tous ces milliardaires dont la fortune, pour les 500 premiers, a été multipliée par sept en vingt ans.

J'ai appelé les travailleurs à reprendre un programme qui correspond à leurs intérêts communs : éradiquer le chômage en commençant par interdire les licenciements et en répartissant le travail entre tous sans diminution de salaire, augmenter les salaires et les pensions, imposer le contrôle sur les comptabilités et les agissements des grands groupes capitalistes. Et nous avons affiché nos convictions communistes et révolutionnaires.

Un peu plus de 230 000 personnes ont voté pour ma candidature à l'élection présidentielle. Et 150 000 personnes ont voté Lutte ouvrière aux élections législatives.

Tous ceux-là ont fait un geste de conscience. Ces centaines de milliers de voix représentent autant de femmes et d'hommes qui se placent du point de vue des intérêts de leur classe sociale. Auprès de leur famille, de leurs collègues de travail, de leurs voisins, ils peuvent être des relais des idées de lutte de classe.

Mais les élections sont passées et il faut continuer de faire entendre le camp des travailleurs et construire un parti pour cela.



Nathalie Arthaud et des candidats LO aux élections législatives, à la fête de Lutte ouvrière 2017.

Le discrédit des vieux partis de gauche et la désorientation du monde ouvrier

À leurs origines, le Parti socialiste d'abord, le Parti communiste ensuite, avaient pour raison d'être de représenter les intérêts politiques des exploités, c'est-à-dire de peser en permanence sur la vie politique pour imposer au gouvernement bourgeois en place des mesures favorables aux intérêts des travailleurs. Les manifestations et les grèves pour la journée de huit heures, revendiquant «huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisirs» pour les travailleurs, ont par exemple émaillé l'histoire du mouvement ouvrier. Lors des élections, les travailleurs les plus conscients exprimaient leurs intérêts de classe en votant pour le parti ouvrier dans lequel ils se reconnaissaient.

Ces partis ne représentent plus depuis longtemps les intérêts des exploités. Ils ont conservé pendant des dizaines d'années une partie de leur électorat ouvrier mais c'était en trompant ceux qui leur faisaient encore confiance et parce que la droite au pouvoir était vomie. Cette comédie de l'alternance gauche-droite, les travailleurs en ont fait le tour et ils ont montré qu'ils n'en voulaient plus, en particulier en s'abstenant massivement dans les élections.

Mais la désorientation politique de l'électorat populaire a fait que ce rejet des vieux partis s'est exprimé, outre l'abstention massive, par une nouvelle poussée du Front national et à travers la recherche de têtes nouvelles comme Macron ou Mélenchon.

Les succès électoraux du FN dans des départements ouvriers comme le Nord et le Pas-de-Calais, qui étaient des bastions du PS et du PC,

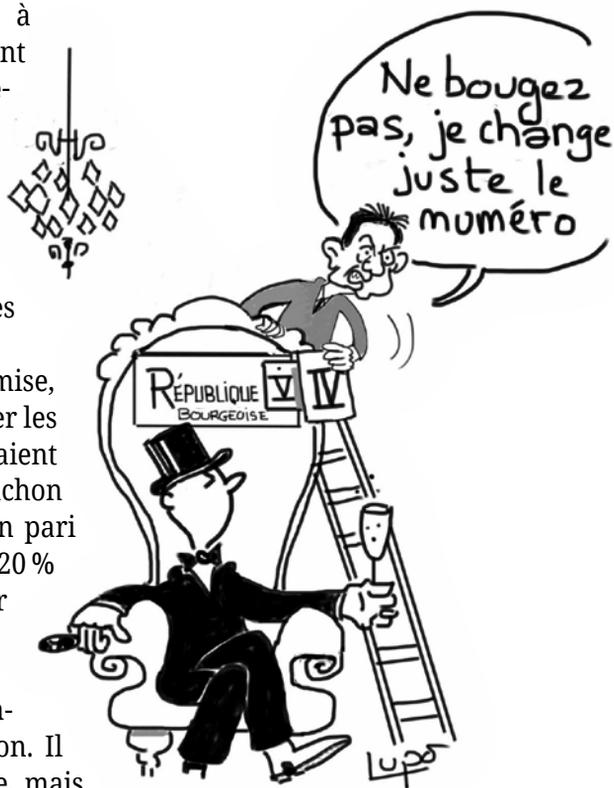


Marine Le Pen (en bas à droite), l'héritière de son père, châtelain à Saint-Cloud.

montrent à quel point, en plus de dégoûter les travailleurs, ces partis leur ont fait perdre leurs repères de classe. Le nationalisme de ces partis prétendant représenter les exploités est une trahison complète des idées de l'internationalisme ouvrier. « *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous* », dit le *Manifeste communiste* de Marx. En piétinant ces principes, en remplaçant le drapeau rouge par le drapeau bleu-blanc-rouge, l'*Internationale* par la *Marseillaise*, ils ont préparé le terrain à une Marine Le Pen. L'écœurement vis-à-vis des partis de gauche traditionnels et l'électoratisme ont fait le reste pour que des travailleurs en viennent à la conclusion : « *Elle, on ne l'a pas essayée.* » Comme s'il n'y avait comme perspective pour les travailleurs que de s'en remettre à des politiciens bourgeois, même les plus réactionnaires.

Marine Le Pen n'a pas été élue présidente, mais elle a obtenu des scores jamais atteints par son parti. Des millions de voix, y compris de travailleurs, se sont portés sur cette candidate d'extrême droite. Et elles ont contribué à renforcer un courant politique profondément antiouvrier. Le poison de la division entre exploités qu'il véhicule est une menace mortelle pour tous les travailleurs.

La France insoumise, elle, a tenté de recycler les illusions que suscitaient le PS et le PC. Mélenchon a en partie réussi son pari en obtenant presque 20 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Mais à sa manière, Mélenchon a fait du Macron. Il a renouvelé la façade, mais derrière il y a exactement



la même politique que celle incarnée par le PS et le PC, chauvinisme compris.

Le Pen, Macron et Mélenchon ont fait leur succès en récupérant des voix qui se portaient avant sur les partis de droite et de gauche. Mais la suite a montré la fragilité et la volatilité de ces nouveaux électorats. Au second tour de la présidentielle, parmi ceux qui se sont déplacés, beaucoup ont voté « contre » : contre Le Pen et son racisme ou bien contre Macron et son arrogance de banquier d'affaires. Et sous prétexte d'éviter un ennemi, ils se sont jetés dans les bras d'un autre.

Aux élections législatives, l'électorat populaire s'est abstenu massivement. L'abstention a atteint des taux de plus de 70 % dans des villes et des quartiers ouvriers. Si on prend en compte ceux qui ne s'inscrivent plus sur les listes électorales et les travailleurs immigrés qui sont exclus du droit de vote, dans certaines villes ouvrières 90 % de la population n'ont pas pris part au vote.

Ceux qui n'ont plus été dupes des vieux partis, qui ne se sont pas laissés prendre à la démagogie des nouveaux, mais qui en ont conclu qu'il ne fallait plus se mêler de politique, sont tombés dans un autre piège, celui de l'apolitisme qui a pris la place des illusions dans les vieux partis.

À chaque élection, la bourgeoisie se frotte les mains de voir les travailleurs se faire tromper par les différents partis qui mettent en scène son cirque électoral. Mais le rejet de ces mêmes partis ne la gêne pas non plus, s'il se limite à l'abstention, c'est-à-dire à une autocensure des exploités. « *Qui ne dit mot consent* ». Et si les travailleurs se taisent ou ne trouvent pas le moyen d'exprimer leurs intérêts politiques propres, cela fait aussi les affaires de la bourgeoisie.

Pour diriger la société, la bourgeoisie n'a pas besoin que ses partis politiques soient crédibles. Cet aspect n'est que secondaire pour elle. Elle domine avant tout avec son argent. C'est son capital qui nous oblige à aller nous faire exploiter dans ses entreprises pour gagner notre vie. C'est avec son capital qu'elle a la main sur l'économie. Les partis peuvent se succéder au pouvoir, être d'une couleur politique ou d'une autre, être leurs représentants avec ferveur ou au contraire avec un nombre de voix dérisoire en provenance des quartiers populaires, comme c'est le cas depuis longtemps aux États-Unis, ça ne lui pose pas de problème, tant que sa domination sur l'économie n'est pas menacée. Pour elle, les élections ont justement comme utilité de masquer sa domination et de canaliser le mécontentement vers des rivalités entre partis qui lui sont

tous soumis d'une manière ou d'une autre. Pour gouverner, l'État est de toute façon à son service, avec les hauts fonctionnaires sélectionnés pour ça. C'est l'État qui gère ses affaires et qui mène la politique dont elle a besoin.

Nous, travailleurs, avons absolument besoin de défendre nos intérêts de classe contre l'État de la bourgeoisie et, lorsque le rapport de force le permet, de les imposer. Et c'est une nécessité, et pas seulement en période électorale.

La nécessité d'un parti qui représente le camp des travailleurs

Nous avons beau composer l'immense majorité de la population, notre nombre, qui pourrait être notre force, ne reste qu'un éparpillement si nous ne réussissons pas à nous organiser.

C'est cet éparpillement qui permet au petit monde des médias et de ceux qui les fréquentent de prétendre qu'il n'y a plus de classe ouvrière. Ils ne la redécouvrent que lorsqu'il y a des grèves, quand les éboueurs ne ramassent plus leurs poubelles, quand les cheminots ne font plus rouler leurs trains, quand les postiers ne distribuent plus leur courrier, ou quand des ouvriers d'une usine en grève viennent perturber leur quotidien. Il n'y a que lorsque les travailleurs agissent collectivement pour défendre leurs intérêts qu'ils existent aux yeux de cette société.

La révolte ou le sentiment d'injustice qu'on peut ressentir face à son patron ou face à une mesure du gouvernement n'est qu'une colère individuelle sans perspective, si elle en reste là. Pire, elle peut être utilisée par des forces politiques hostiles à la classe ouvrière. La seule manière pour les travailleurs de faire avancer leurs intérêts collectifs est que ces révoltes individuelles s'expriment de façon collective.

À l'échelle d'une entreprise, quand les travailleurs sont engagés dans une lutte importante, ils savent faire en sorte d'être unis, y compris en faisant pression sur les syndicats les moins déterminés pour les obliger à être dans la bagarre contre la direction qui, elle, joue sur tous les tableaux pour les diviser. Et dans le combat, ils savent mettre en avant leur intérêt général.

Mais ces combats sont dépendants du rapport de force global dans la société entre les travailleurs et le patronat. Quand il y a des millions de chômeurs, comment résister aux attaques patronales à la seule échelle d'une entreprise ?

D'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre, nos conditions de travail sont liées. Notre sort est lié. La conscience que nos intérêts sont communs et que notre force ne peut être que collective ne peut s'exprimer qu'à travers l'existence d'un parti à nous, les travailleurs, un parti qui représente nos intérêts politiques contre ceux de la classe capitaliste.

Chaque bras de fer avec la direction dans un atelier, chaque débrayage dans une usine est un embryon de la lutte de classe. Chaque mesure gouvernementale attaquant le niveau de vie des travailleurs, des chômeurs ou des retraités, comme les baisses de remboursements de la Sécu, les baisses de pensions ou les hausses de taxes, sont autant d'offensives menées par l'État de la classe capitaliste contre la classe des travailleurs. C'est la lutte de classe menée par l'ensemble de la bourgeoisie.

Face à cela, des milliers de femmes et d'hommes résistent. Il faut lier ces luttes entre elles, en montrant qu'elles font partie d'une lutte de classe globale et qu'elles ont toutes une même origine fondamentale : la domination de la bourgeoisie. Il faut qu'un parti assume politiquement ces combats, et en retour, il faut que ceux qui les mènent



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Le congrès de fondation du Parti communiste à Tours en 1920, quand ce parti représentait le camp des travailleurs.

se sentent représentés par lui. Ainsi, ils montreront qu'il existe dans le camp ouvrier des femmes et des hommes qui s'organisent avec une vision commune.

Ces dizaines de milliers de travailleurs conscients, ayant la confiance et l'oreille de millions d'autres, cela s'appelle un parti ouvrier. Un tel parti pourrait, à partir de toutes les situations dans lesquelles les millions de travailleurs se trouvent, exprimer leurs intérêts communs. Il pourrait le faire sur tous les sujets et tous les événements politiques, en opposant systématiquement son point de vue à celui de tous les autres partis, bourgeois, qui divisent les travailleurs entre eux et les orientent vers des impasses.

Ce parti devrait être prêt à s'opposer à la bourgeoisie jusqu'au bout. Rien ne devrait l'attacher d'une manière ou d'une autre à la classe capitaliste ou à ses institutions, mais il devrait au contraire être prêt à les affronter, comme bien des militants ouvriers du passé qui ont connu la prison pour s'être opposés à la bourgeoisie. Quand les exploités se mettent en mouvement et font l'expérience vivante de leur force collective, cela peut ouvrir toutes les perspectives. Et il faut que les mobilisations des travailleurs puissent aller jusqu'au bout de leurs possibilités, sans craindre la remise en cause de la domination de la bourgeoisie, au contraire ! Un parti, qui serait attaché à l'ordre social actuel se mettrait tôt ou tard en travers de ces mobilisations, pour préserver l'ordre bourgeois.

Tant que subsistera la domination de la classe capitaliste, tous les acquis des luttes ouvrières, ceux du passé ou ceux qui peuvent être obtenus après une grève, resteront éphémères. Le patronat cherchera constamment à les remettre en cause. Pour représenter les intérêts des exploités jusqu'à l'émancipation complète, un véritable parti ouvrier devra se revendiquer de la révolution sociale et du communisme et affirmer que la seule perspective d'émancipation pour les travailleurs, c'est de mettre à bas l'exploitation elle-même en expropriant la classe capitaliste.

Mais ce parti sera aussi celui de tous ceux qui se soucient de l'avenir de la société, qui refusent les régressions sociales et la montée de la barbarie des guerres et du terrorisme. Cela concerne les jeunes, les jeunes travailleurs refusant l'exploitation, les jeunes intellectuels n'acceptant pas d'être utilisés comme rouages de cette société d'exploitation. Tous peuvent jouer un rôle essentiel dans ce combat pour une autre

organisation sociale débarrassée de toute oppression, à commencer par prendre part à la construction de ce parti qui manque cruellement aux exploités.

Reconstruire un tel parti ne se fera pas du jour au lendemain, ni par des déclarations grandiloquentes. C'est un combat de tous les jours. Un tel parti émergera à travers les luttes des travailleurs et les leçons qu'elles apporteront, les petites comme les grandes. Mais il faut dès aujourd'hui que se regroupent tous ceux qui veulent contribuer à le construire.

Nathalie ARTHAUD



Nos positions

Qu'est ce que le camp des travailleurs ?

Ce qui nous réunit, c'est de participer au fonctionnement de la société, c'est d'apporter notre contribution à la collectivité, c'est de vivre de notre travail ! Oui, nous pouvons être fiers d'appartenir à la classe des travailleurs. À l'opposé, la bourgeoisie, les actionnaires et les PDG, qui prétendent être la clé de voûte de l'économie, ne sont rien sans nous et se contentent de vivre des fruits de notre travail.

C'est l'exploitation des travailleurs qui dégage les profits toujours plus délirants empochés par les actionnaires et les propriétaires des entreprises et des banques. Quant aux travailleurs dits indépendants, autoentrepreneurs, sous-traitants à leur compte ou artisans, chauffeurs de VTC ubérisés, ils sont parfois plus exploités encore que des salariés et sont en réalité entièrement dépendants de leurs donneurs d'ordres. Nombre d'autoentrepreneurs sont en réalité des travailleurs sans contrat de travail et sans protection sociale.

Les chômeurs sont des travailleurs privés d'emploi et tous les travailleurs sont aujourd'hui des chômeurs en puissance, que le capitalisme unit dans un avenir incertain.



MAKE IT DIGITAL

Même Amazon, le trust du commerce en ligne, a besoin d'employés pour confectionner, trier et acheminer ses paquets.

Quelle que soit notre situation, nous appartenons au camp des travailleurs et nos sorts sont liés. En usant en permanence du chantage à l'emploi et en nous mettant en concurrence, les patrons cherchent à tirer les salaires vers le bas et à aggraver l'exploitation de tous. Nous devons refuser d'être opposés les uns aux autres.

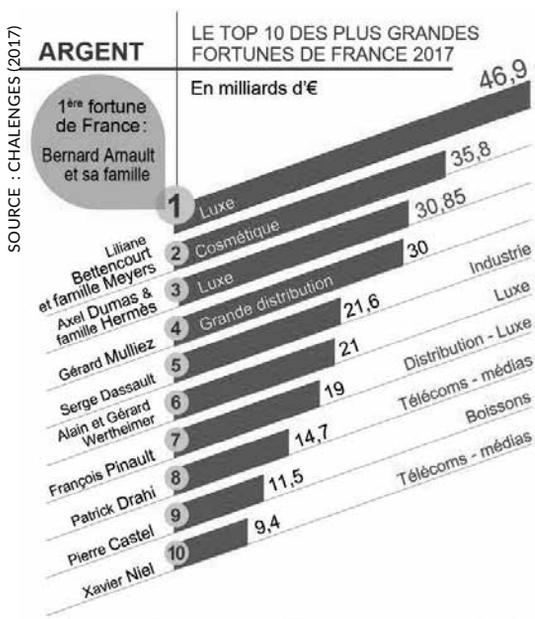
Derrière le personnel politique, qui sont les vrais maîtres de la société ?

Le véritable pouvoir n'est pas entre les mains de ceux qui sont élus, députés, sénateurs et même président de la République. Il est dans les conseils d'administration des grandes entreprises capitalistes et des banques. Leurs actionnaires règnent sur l'économie, qu'ils organisent exclusivement en fonction de leurs intérêts et de la recherche du profit.

Le pouvoir du grand capital s'incarne dans la domination d'une minorité de grands bourgeois qui monopolisent les richesses. Aujourd'hui, en France, les 20 personnes les plus riches possèdent autant de richesses que 40% de la population. Ces fortunes ont été obtenues par l'exploitation de millions de travailleurs, ici et dans le reste du monde. Liliane Bettencourt doit sa fortune aux travailleurs de L'Oréal, Bernard

Arnault doit la sienne aux petites mains de LVMH. Les membres de la famille Mulliez se sont enrichis sur le dos des 300 000 salariés du groupe Auchan dans le monde et des dizaines de milliers de salariés des autres marques qu'elle possède. Dans ce palmarès, les autres s'appellent Dassault, Peugeot, de Wendel, Michelin, Bolloré, Dentressangle, François Pinault, Bouygues. Ce sont eux les vrais maîtres de la société !

Ces riches bourgeois ont une myriade d'agents qui



influencent les élus, quand ils ne les achètent pas purement et simplement. Ils ont leurs entrées dans les couloirs des ministères et entretiennent des liens étroits avec les hauts fonctionnaires qui, eux, ne sont pas élus et qui restent dans l'ombre mais qui assurent la permanence de la politique. La voix de ces rois de la finance et de l'industrie pèse dans les médias qui bien souvent leur appartiennent, leur donnant les moyens d'influencer l'opinion.

Dans ce système prétendument démocratique, les électeurs sont conviés à voter régulièrement mais ils n'ont aucune prise sur les décisions.

Tant que les capitalistes garderont les rênes de l'économie, ils garderont le pouvoir sur nos vies et ils imposeront leur loi. Pour mettre fin à cette dictature, il n'y a qu'une seule solution : leur enlever la propriété des grandes entreprises en les expropriant sans indemnité, ni rachat. C'est la condition indispensable pour que l'ensemble de l'activité sociale puisse être véritablement contrôlée par les travailleurs et la majorité de la population.

Non au chantage à la compétitivité!

Pour justifier les salaires bloqués et imposer des plans de compétitivité, les patrons invoquent la nécessité de réduire les coûts de production face à la concurrence internationale.

Si les prix des marchandises baissent, les travailleurs, qui sont aussi des consommateurs, ne s'en plaindront pas. Mais pas question que cela se fasse aux dépens des salaires et des emplois ! Pour réduire les coûts, que ces gros patrons baissent donc leurs propres salaires, suppriment leurs stock-options et leurs parachutes dorés et diminuent les dividendes versés aux actionnaires !

Le patronat et les politiciens à son service expliquent à longueur de temps que les travailleurs coûtent trop cher. Non, les travailleurs ne coûtent rien au patronat, au contraire, ils lui rapportent ! Ce sont les travailleurs qui créent toute la richesse sociale. Mais c'est le capital qui coûte cher à la société ! Pour verser 6 milliards d'euros en dividendes à leurs actionnaires, les dirigeants de Sanofi se refusent à baisser les prix de leurs médicaments et de leurs vaccins, sans s'émouvoir qu'ils soient inaccessibles aux pays pauvres.

Les discours sur la compétitivité servent aux patrons à nous imposer

de travailler toujours plus pour gagner toujours moins, dans le seul but d'augmenter leurs profits. Il faut refuser ce chantage ! Les travailleurs ont le droit légitime de revendiquer un travail pour tous, avec un salaire permettant de vivre correctement !

La dette de l'État, source d'enrichissement de la classe capitaliste

À chaque changement de majorité présidentielle, le nouveau gouvernement fait mine de découvrir l'ampleur des déficits publics et s'en sert pour imposer une politique d'austérité. Le blocage des salaires dans la Fonction publique a déjà été annoncé. Et nul doute que le gouvernement réduira encore le personnel dans les hôpitaux et les services publics en général.

Par contre, ils ne remettent jamais en cause les milliards versés au grand patronat sous différentes formes. Contrairement à ce qu'ils prétendent, leur politique ne consiste pas à sauver les finances de l'État mais à réserver une part de plus en plus grande de la dépense publique à la bourgeoisie. C'est un choix de classe !

Chaque année, les exonérations fiscales, les réductions de cotisations sociales et les aides diverses distribuées aux entreprises représentent plus de 150 milliards d'euros.

L'État doit cesser de financer les profits de la bourgeoisie et utiliser l'argent public pour créer des emplois dans tous les services publics qui répondent aux besoins les plus essentiels de la population.

Le protectionnisme ne protège que les intérêts des patrons

Les politiciens qui prônent le protectionnisme, que ce soit Le Pen ou Mélenchon, prétendent qu'en réinstaurant des droits de douane sur les produits importés, on favoriserait les entreprises qui produisent en France et que l'emploi serait ainsi protégé. C'est une tromperie et un piège pour les travailleurs.

Ces taxes aux frontières se répercuteraient sur les prix de toutes les marchandises importées et ce sont donc les classes populaires qui paieraient les conséquences par une diminution de leur pouvoir d'achat.

Une telle politique favoriserait peut-être une partie des patrons français mais ils ne cesseront pas pour autant de supprimer des emplois si cela peut leur permettre d'augmenter encore davantage leurs profits.

Faire croire aux travailleurs que leur emploi et leur salaire doivent dépendre des bons résultats de leur entreprise, c'est le mensonge habituel des patrons pour masquer le fait qu'ils se réservent toujours les profits pendant qu'ils imposent toujours plus de sacrifices aux travailleurs.

Et que signifie la « protection de l'industrie française » pour les ouvriers qui travaillent dans l'usine Toyota près de Valenciennes ? Si le groupe ferroviaire Bombardier est canadien, sa principale usine en Europe est implantée dans le nord de la France. Que deviendraient les deux millions de salariés, un sur huit, qui travaillent dans des entreprises étrangères si le protectionnisme se généralisait et si chaque pays rapatriait la production dans ses frontières nationales ?

Le chacun pour soi, chacun dans son entreprise, c'est la logique des patrons ! Pour les travailleurs, accepter d'être divisés en fonction de la nationalité de leur patron, cela revient à accepter d'être de la chair à exploiter dans la guerre économique que se livrent les capitalistes.

Les frontières, c'est l'arme des patrons pour diviser les travailleurs. Au nationalisme prôné par la bourgeoisie et ses porte-parole, les travailleurs doivent opposer les valeurs qui ont toujours été celles du mouvement ouvrier, la solidarité et l'internationalisme. En étant unis, par-delà les frontières de leur entreprise et de leur pays, ils pourront représenter une force capable de se faire craindre du patronat et de mettre fin à la catastrophe sociale qui menace d'emporter toute la société.



Quitter l'Union européenne et retrouver de la souveraineté? Une diversion et un mensonge!

Parler de la souveraineté du peuple, c'est une escroquerie politique ! Les seuls souverains dans cette société, ce sont les capitalistes : Michelin, le roi du caoutchouc ; Bettencourt, la reine des cosmétiques ; Sanofi, le grand maître des médicaments...

Quand on est exploité, on n'est souverain de rien du tout, que les lois se décident en France ou à l'échelle de l'Europe. On est dépendant de cette classe qui possède les capitaux et qui a le pouvoir de nous embaucher, de nous verser un salaire, de fixer nos horaires, les dates de nos congés... On est dépendant pour le choix de son métier, de son poste de travail, pour son lieu de travail. Parler de souveraineté, c'est une façon de brouiller la conscience des travailleurs et de les détourner de leur combat de classe en leur faisant croire qu'il y a des intérêts communs entre les travailleurs et la bourgeoisie.

Quand Marine Le Pen prétend que l'État français ne peut venir en aide aux entreprises françaises à cause des règlements de l'Union européenne, elle ment ! Alstom et PSA ont bénéficié de milliards d'euros versés par l'État sous différentes formes, sous Sarkozy comme sous Hollande. Mais cela n'a nullement protégé les travailleurs dans ces grands groupes qui ont supprimé des milliers d'emplois.

Les dirigeants français n'ont pas besoin des directives européennes pour s'attaquer aux travailleurs. La loi travail n'a pas été imposée par Bruxelles, mais rédigée par les chefs de cabinet de Valls, Macron et El Khomri sous la dictée du grand patronat français.

Si les classes populaires européennes subissent l'austérité, si la population grecque est pressurée, ce n'est pas à cause des traités européens. C'est pour que les grandes banques, françaises aussi bien qu'allemandes comme la Société générale, BNP-Paribas et la Deutsche Bank, soient remboursées coûte que coûte.

Alors, laissons les mots d'ordre de souveraineté du peuple ou de la France aux partisans de la bourgeoisie et reprenons les objectifs qui ont toujours été ceux du mouvement ouvrier : l'émancipation des exploités, à l'échelle de la planète.

Contre le gangstérisme de la finance, exproprier les banques

Après la crise financière de 2008, tous les chefs d'État avaient dénoncé les banquiers et le comportement irresponsables des spéculateurs qui avaient mené l'économie mondiale au bord du gouffre. Mais ils ont tous versé des milliards aux banques pour les sauver, sans rien faire pour les obliger à se montrer plus responsables. Les banques ont pu continuer de spéculer à une échelle toujours plus grande.

Plutôt que de prêter à ceux qui en ont besoin, y compris pour faciliter la production, les banquiers cherchent à faire du profit, toujours plus et plus vite. Au point qu'aujourd'hui, tous les responsables de la bourgeoisie déclarent eux-mêmes craindre une nouvelle catastrophe financière, pire encore que la précédente.

Tous ces milliards déversés sur les marchés financiers ont été payés par les populations, auxquelles les États ont imposé des plans d'austérité et des sacrifices toujours plus importants.

La seule politique correspondant aux intérêts de la grande majorité de la société serait d'exproprier les banques et les entreprises financières sans indemnité ni rachat et de placer leur activité sous le contrôle de la population.



Construire un État des travailleurs et des classes populaires

L'ensemble de l'appareil de l'État, avec ses tribunaux et son armée, a pour mission de défendre l'ordre social d'une minorité de possédants, dans les tâches quotidiennes de répression ou contre les travailleurs

quand ceux-ci se mobilisent, comme lors du mouvement contre la loi El Khomri. Et combien de travailleurs d'entreprises en grève ont trouvé face à eux la police et les CRS, même lorsque leur mouvement était d'autant plus légitime qu'ils défendaient leurs emplois et leurs salaires contre des patrons voyous qui se préparaient à les mettre à la porte ?

Chaque année, une dizaine de jeunes meurent à la suite de l'intervention de la police. Quant aux interpellations qui tournent mal parce que certains policiers se comportent comme en territoire ennemi, elles sont légion.

Tous les policiers ne font pas preuve de cette brutalité, et bien des tâches qu'ils assument répondent à une utilité dans notre société, comme assurer la sécurité routière ou intervenir dans des conflits de voisinage. Mais la mission de la police est fondamentalement de préserver l'ordre social. Dans une société divisée en classes sociales, avec les violences que génèrent les inégalités, la police se comporte elle-même inévitablement avec violence, avant tout contre les plus pauvres. Et il est tout aussi inévitable que cette police soit gangrénée par le mépris social et le racisme.

Un tel État ne peut pas être démocratique : pour pouvoir efficacement protéger les intérêts d'une minorité de privilégiés, il doit être coupé de la population et échapper à son contrôle. Et il coûte cher à la société car l'entretien de ces corps de répression absorbe une partie importante des impôts, au détriment des services publics les plus utiles à la population.



Manifestation contre les violences policières. À Bobigny en 2017.

Notre conviction de communistes et révolutionnaires est qu'il serait possible de construire un État infiniment plus démocratique que l'État actuel, en permettant à toute la population de participer directement à toutes les tâches administratives et de police ou d'exercer un contrôle en permanence sur tous ceux qui effectuent ces tâches. Un tel État serait aussi infiniment moins coûteux car il n'aurait pas besoin d'un appareil pléthorique destiné à surveiller et à encadrer la population.

Pour construire un État qui soit vraiment celui des travailleurs, les obstacles ne sont pas techniques : à l'ère de l'ordinateur et avec les moyens de communication performants dont nous disposons aujourd'hui, il n'y a aucune difficulté à mettre en œuvre la démocratie la plus directe. Mais cela nécessite de se battre pour mettre fin à la dictature des classes possédantes sur la société.

Lutter contre l'oppression des femmes

La lutte contre l'oppression des femmes fait partie de notre combat de militants communistes révolutionnaires.

Lutte ouvrière a été la première organisation politique à présenter une femme, Arlette Laguiller, à l'élection présidentielle de 1974. Aucun des partis de la bourgeoisie n'avait eu ce courage jusque-là. Et encore aujourd'hui, ils sont bien incapables, malgré toutes les lois censées les y obliger, d'assurer aux femmes la place qui devrait leur revenir.

Il faut croire que, dans cette société, il faut être révolutionnaire pour mener le combat pour les droits des femmes d'une manière conséquente !

Pour imposer la reconnaissance de leurs droits, même le droit élémentaire de s'exprimer en votant, les femmes ont été obligées de se mobiliser. La France n'a reconnu ce droit aux femmes qu'en 1944... bien après la Turquie !

Et aujourd'hui encore cette lutte doit se poursuivre contre ceux qui régulièrement tentent de remettre en cause le droit à l'interruption volontaire de grossesse et contre toutes les violences faites aux femmes.

Bien des lois ont été votées pour garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, mais rien n'est fait pour qu'elles soient appliquées. Le patronat sous-paie les femmes, car il s'appuie sur toutes les inégalités pour tirer les salaires et les conditions de travail vers le bas et diviser le monde du travail. Les travailleuses ont un rôle essentiel dans le combat de leur classe contre le capitalisme.

Migrants: pour la liberté d'installation et de circulation!

La démagogie xénophobe constitue le fonds de commerce privilégié de Le Pen mais ils sont nombreux, les politiciens de la bourgeoisie, à nous expliquer qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde.

Dans les beaux quartiers, l'argent coule à flot. Les caprices de riches se chiffrent par centaines de millions. L'argent gaspillé dans la spéculation se compte par dizaines de milliards. Et on ne pourrait rien faire contre la misère ?

Mais la misère, aussi bien celle du monde que celle que nous subissons ici, ce sont nos propres dirigeants qui l'ont fabriquée, pas les migrants ! Ils la fabriquent en pillant les richesses des pays pauvres partout sur la planète et en s'acoquinant avec les pires dictatures. Ils la fabriquent en Irak, en Syrie, par leurs manœuvres et leurs bombes. Ils la fabriquent ici par le chômage et la précarité. Ils la fabriquent pour que la minorité capitaliste s'enrichisse, toujours et encore.

La démagogie contre les migrants est infecte et stupide ! Aucun mur, même hérissé de barbelés, ne pourra jamais empêcher des femmes et des hommes de chercher à fuir la guerre et la pauvreté. En refusant d'accueillir ces migrants d'une façon digne et humaine, les gouvernements européens ne font que leur rendre la vie plus insupportable encore, les condamnant à rester sous la dépendance des passeurs et à prendre toujours plus de risques, au mettant leur vie en péril.



Manifestation en faveur de l'arrivée des migrants à Cognac.

Les victimes de cette démagogie ne sont pas seulement les migrants d'aujourd'hui ou de demain. Nous en paierons tous les conséquences. Les politiciens qui cherchent à nous opposer aux migrants invoquent le chômage élevé, la pénurie de logements ou la saturation de notre système de soins.

C'est une façon de matraquer l'idée qu'il n'y a déjà pas assez pour tous. Ce sont les mêmes arguments qui leur servent à justifier les politiques antiouvrières qu'ils mènent quand ils sont au pouvoir. De la même façon, ils cherchent à opposer ceux qui ont un travail à ceux qui sont au chômage, les travailleurs du privé à ceux du public.

Alors, montrons qu'il y a des travailleurs qui ne se trompent pas d'ennemis. Affirmons que les travailleurs n'ont pas à se battre entre eux pour se partager la misère. Ils ont à imposer le contrôle sur les richesses qu'ils produisent, pour s'opposer à ce qu'elles soient confisquées par une minorité.

Affirmons qu'il y a bien deux mondes dans la société, celui des riches et celui des pauvres, celui des exploités, d'un côté et, de l'autre, le monde des exploités qui regroupe des femmes et des hommes de toutes origines et toutes confessions.

Affirmons, pour tous les exploités de cette terre, la liberté de circulation et d'installation. Accueillons les migrants à bras ouverts. Ils ont leur place dans le combat qui est le nôtre : combattre la minorité capitaliste qui domine le monde et nous pousse vers la barbarie.

Le terrorisme, fruit pourri de l'ordre capitaliste mondial

Les attentats qui ont frappé la France et tué des centaines de gens ont montré que les guerres qui se déroulent à des milliers de kilomètres finissent toujours par nous rattraper. La barbarie des terroristes et des attentats est un écho de la barbarie que subissent les populations de Syrie, d'Irak, de Libye ou d'Afrique. Là-bas, les attentats ont fait des milliers de morts, la guerre a transformé des millions de personnes en réfugiés qui ont dû tout quitter pour survivre.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, nos gouvernants veulent nous embrigader derrière leur politique guerrière et sécuritaire et nous amener à soutenir les interventions militaires au Moyen-Orient et en Afrique. Ils prétendent mener ces guerres dans notre intérêt, pour défendre notre sécurité et notre liberté, mais ils mentent.



Les soldats français de l'opération Sangaris patrouillent dans les rues de Bangui, capitale de la Centrafrique.

Depuis plus de quinze ans, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, les grandes puissances n'ont cessé d'intervenir en Afghanistan et en Irak, puis en Syrie, et au Sahel. Ils ont transformé des régions entières en champs de ruines, attisant le chaos et permettant au terrorisme de prospérer sur le terreau de la dévastation dont ils sont responsables.

Il faut refuser que ces guerres se fassent en notre nom ! Ce sont des guerres pour le pétrole du Moyen-Orient, pour l'uranium du Niger, des guerres qui sont toujours menées pour le profit et jamais dans l'intérêt des peuples.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », déclarait Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale. Eh bien, rien n'a changé ! L'ordre capitaliste mondial, c'est toujours et plus que jamais quelques grands groupes industriels et financiers qui mettent la planète

en coupe réglée et qui se livrent à une guerre permanente pour le partage du butin.

Pour refuser la barbarie et ses manifestations les plus monstrueuses, il faut combattre la société qui l'engendre, combattre pour le renversement du capitalisme.

Le capitalisme, la véritable menace contre l'environnement et la planète

Chaque gouvernement a organisé sa grand-messe sur l'environnement ou le climat, du Grenelle de l'environnement sous Sarkozy à la COP 21 sous Hollande. Et Macron, en nommant Nicolas Hulot comme ministre de l'Écologie, veut lui aussi faire croire qu'il se préoccupe d'environnement. L'avenir dira si Hulot acceptera longtemps de jouer ce rôle de caution écologiste au sein du nouveau gouvernement.

Mais il en va du climat et de l'environnement comme du chômage : tous les politiciens promettent de le combattre mais, au pouvoir, ils sont bien incapables d'empêcher les catastrophes annoncées, pour la simple et bonne raison que ce sont les grands groupes capitalistes qui détiennent les manettes de l'économie. Ce sont leurs décisions d'investissement qui structurent l'organisation de la production, de l'énergie, des transports, du BTP.

Tant que l'on accepte cette mainmise sur l'économie, on peut discuter sur la sauvegarde de la mer ou sur les énergies renouvelables, mais on parle pour ne rien dire. Les États se sont engagés à réduire les émissions de carbone mais, refusant d'imposer des mesures contraignantes aux industriels, ils ont mis en place un marché des droits à polluer que peuvent s'échanger les capitalistes. Pour que les capitalistes acceptent de se préoccuper de l'écologie, il faut que cela leur rapporte !

L'écologie fait maintenant partie de la stratégie publicitaire de tous les groupes capitalistes : c'est à qui sera le plus « vert », le plus soucieux de développement durable. Certains fabricants en ont fait un argument de vente face à leurs concurrents. Pour d'autres, l'écologie a été l'occasion de trouver de nouveaux marchés, dans la construction de panneaux solaires ou d'éoliennes. Mais la révélation des fraudes au diesel organisées par Volkswagen et tous les autres constructeurs automobiles montre les moyens que les capitalistes sont capables de mettre en œuvre quand une réglementation fait obstacle à leurs profits.



Depuis cinquante ans, les activités pétrolières des compagnies Shell et Total ravagent le delta du Niger, son environnement et la santé de ses habitants.

Les politiques écologiques des gouvernements se réduisent en définitive à créer des taxes qui pèsent sur le budget des plus pauvres et à distribuer des subventions et des aides aux entreprises au nom de la transition énergétique, comme ils le font au nom de la compétitivité ou de l'emploi.

Même la question du nucléaire ne peut se discuter sans mettre en cause l'organisation capitaliste de l'économie. Le principal danger du nucléaire ne réside pas dans la technique elle-même mais, comme Fukushima l'a montré, dans l'irresponsabilité des entreprises qui la mettent en œuvre. Comme tous les autres capitalistes, les industriels du nucléaire mènent des politiques de réduction des coûts et ils sont prêts à économiser sur la sécurité pour augmenter leurs profits. Même si l'État reste son actionnaire majoritaire, EDF fonctionne avec la même logique, supprimant des emplois pour dégager des profits, ayant recours massivement à la sous-traitance et maintenant l'opacité sur l'état de ses installations.

Sur toutes les questions écologiques, une politique concertée et planifiée à l'échelle de la planète serait nécessaire. Or le propre du capitalisme est que rien n'est organisé, concerté, anticipé et planifié à l'échelle de la société. C'est le règne de la concurrence et de l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général. Seules les lois du marché et la recherche du profit inspirent les décisions des capitalistes.

Les problèmes écologiques illustrent l'urgence qu'il y a à enlever aux groupes privés les leviers de commande de l'industrie, des transports ;

l'urgence qu'il y a à supprimer le secret industriel pour permettre à chaque salarié de rendre publics les malversations ou les risques pour la santé publique ou l'environnement dont il a connaissance, sans risquer d'être licencié pour divulgation de secrets professionnels ; l'urgence qu'il y a à organiser l'économie d'une façon rationnelle, planifiée, qui permette de répondre aux besoins du plus grand nombre tout en préservant l'environnement.

Nos perspectives communistes

L'économie capitaliste, c'est l'exploitation, le règne de la concurrence, la guerre permanente pour les marchés, la domination de grands groupes industriels et financiers qui à l'échelle de la planète organisent l'économie au mépris des besoins des peuples. Le capitalisme, c'est la dictature exercée par une poignée de grands actionnaires mus par la seule recherche du profit. Les inégalités n'ont jamais été aussi révoltantes : les huit personnes les plus riches possèdent autant de richesse que la moitié de l'humanité ! À l'ère d'Internet et de la conquête de l'espace, la majorité des femmes et des hommes sont toujours condamnés au sous-développement, sinon à la famine.

Les milliards extraits de la production et de l'exploitation des travailleurs, les capitalistes les jouent au casino de la finance. Autrement dit, plus nous travaillons, plus nous faisons d'efforts et de sacrifices, plus la spéculation augmente ; plus nous risquons le krach généralisé ! Le capitalisme conduit l'économie à la catastrophe !

Tous ces bourgeois et leurs serviteurs, qui sortent pourtant des grandes écoles, nous ont menés vers une crise économique dont ils sont eux-mêmes effrayés aujourd'hui. C'est un bilan de faillite. Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de cette faillite. C'est aux banquiers, aux industriels de payer, pas aux travailleurs.

Nous ne sommes pas condamnés à cette dictature d'une poignée de grands actionnaires ! Il faut mettre fin à la propriété privée des moyens de production, des usines, des banques, des transports et des grandes chaînes de distribution, qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie.

Mettre en commun ces moyens de production, c'est le sens profond du mot communisme, et c'est une nécessité ! Il faut que ces moyens techniques et matériels, inventés et perfectionnés par des générations de

travailleurs, servent à l'épanouissement de la collectivité humaine, et non au profit d'une infime minorité. En expropriant la bourgeoisie, en planifiant démocratiquement la production en fonction des besoins, on pourrait éradiquer la misère, la malnutrition, le manque d'eau potable. On pourrait donner une éducation à tous les enfants du monde, soigner tous les êtres humains et libérer de leur servitude toutes les femmes du monde.

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :

Lutte ouvrière, BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

- par e-mail :

contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

Visitez notre site Internet: www.lutte-ouvriere.org

